

Valéry Giscard d'Estaing à la recherche d'un grand dessein

par Jean Lecerf

La première conférence de presse que le nouveau président de la République française Valéry Giscard d'Estaing devait consacrer à la politique étrangère allait s'ouvrir. «*Qu'en attendez-vous?*», demandais-je à Pierre Charpy, l'un des meilleurs analystes de la politique française. «*Il ne dira rien de marquant, répondit-il. Tout changement profond qu'il annoncerait risquerait de briser sa majorité.*» Et le pronostic était bon. La diplomatie giscardienne hésite encore entre la continuité et la recherche de voies nouvelles.

Valéry Giscard d'Estaing a choisi comme ministre des Affaires étrangères un diplomate, Jean Sauvagnargues, ce qui indique sans doute qu'il entend mener lui-même la politique internationale, maintenir le «*domaine réservé*» tel que l'entendaient le général de Gaulle et Georges Pompidou.

Le premier soin du nouvel hôte du Quai d'Orsay a été de s'affirmer dans la ligne de son prédécesseur, Michel Jobert, mais d'agir de façon fort différente. Celui-ci, menu et pétillant de malice, harcelait les Américains de «*petites phrases*» qu'il échangeait avec H. Kissinger et qui donnaient à la diplomatie un ton aigre-doux. J. Sauvagnargues, à la Conférence d'Ottawa sur l'OTAN, s'empressa d'adopter un autre style dans lequel la courtoisie n'ex-

clut pas la fermeté. Il aime évoquer certaines grandes heures de sa carrière: ce sont des «*non*» courtois. L'un d'eux, opposé dans une conférence internationale à Anthony Eden par un modeste diplomate français avait suscité la fureur du leader britannique. L'autre avait changé le cours de la négociation sur Berlin.

Mais derrière un style plus accommodant, quelles thèses seront défendues sur l'Europe, les relations Est-Ouest, le Proche-Orient et l'énergie, la défense et l'organisation de la paix?

L'Europe, club de responsables politiques?

Valéry Giscard d'Estaing a reçu en héritage une communauté européenne en grave difficulté.

Elle avait connu ses grandes heures avec l'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark, le 1^{er} janvier 1973, quelques mois après le Sommet de Paris qui avait tracé à la Communauté des Neuf un programme de travail très constructif. En décembre 1973, le Sommet de Copenhague, où des ministres envoyés par la Ligue arabe étaient venus plaider pour une coopération, était apparu comme une relance qui allait régler les problèmes en suspens.

Hélas! dès le lendemain, il apparaissait que la «*volonté politique*» affirmée au plus haut niveau n'avait rien réglé. La demande de renégociation des conditions d'adhésion présentée par M. Wilson et la menace d'un retrait anglais étaient venues tout compliquer.

De juillet à décembre 1974, c'était le tour des Français de présider la Communauté et ils avaient laissé espérer des initiatives en vue d'une relance.

Un certain flottement se manifesta dans leur préparation. Le 31 juillet, à Copenhague, le premier ministre Jacques Chirac parlait de «*transferts de souveraineté*» à envisager. Le mot éveilla des



Jean Lecerf, journaliste au Figaro depuis trente ans bientôt, est un économiste qui a suivi de bout en bout la construction européenne. Il en a raconté l'évolution dans l'Histoire de l'unité européenne (Gallimard-idées 1965) qui doit être suivie cet hiver d'un second volume: L'Europe en péril. Il a raconté également l'histoire de la crise monétaire entre 1960 et 1969 dans L'or et les monnaies (même collection) et l'essor français d'après guerre dans La percée de l'économie française (Arthaud 1963). L'article ci-contre n'engage que l'auteur.